Une année de rupture propice au développement d'une orientation politique révolutionnaire et à la prise d'initiatives de fronts uniques

Rupture des représentations politiques traditionnelles

Le témoin des élections européennes :

Les élections ne traduisent que de manière déformée ce qui se passe en profondeur dans la société mais leurs résultats peuvent néanmoins permettre d'éclairer certains éléments de la situation qui n'en constituent pas une caractérisation mais qui donnent des pistes pour l'action idéologique et pratique des révolutionnaires.

Avec presque un.e électeur/électrice sur deux n'ayant pas voté, sans compter les personnes n'ayant pas le droit de vote comme les migrant.e.s, nous pouvons d'abords faire l'hypothèse qu'une partie significative de la population considère que les institutions sont impuissantes pour influencer positivement leurs conditions d'existence.

Les représentations semblent aussi changer pour celles et ceux qui y croient encore. L'électorat du PS et de LR a été siphonné par LREM et le RN, ce qui pourrait achever la mutation des cadres de ces partis traditionnels vers LREM et renforcer la structure de ce "parti", en plus du fait de d'apparaître comme la seule alternative au FN. LREM, avec la main sur les forces de répression d'Etat, ne devrait vraisemblablement pas lâcher sa ligne de satisfaction des intérêts capitalistes, malgré une impopularité toujours plus forte dans les classes populaires.

Du côté des classes populaires, un des faits marquant est que chez les ouvriers, la liste RN est en première position avec plus de 40% des votant.e.s. Elle l'est également pour les employé.e.s à 27%. Parmi les motivations, certains évoquent une stratégie du chaos. Un sondage évoque 37% de votant.e.s RN chez les gilets jaunes. Pourtant, à quelques exceptions prêts, les plateformes revendicatives des gilets jaunes ne reprennent pas les revendications du RN. Pas étonnant après l'expression de Marine Le Pen contre l'augmentation du SMIC ou encore ses condamnation des "violences". Si on peut se demander comment ce sondage a été réalisé au vue de l'hostilité des gilets jaunes vis à vis des sondages et des politiques en général, ce résultat tendrait à confirmer la

stratégie du chaos. Le faible vote des gilets jaunes en faveur de la FI ou du PCF dont les revendications sont pourtant bien plus "compatibles" avec les leurs tend également à confirmer l'hypothèse d'un vote stratégique et non idéologique pour le RN.

Le témoin de l'orientation des directions syndicales vis à vis du mouvement des gilets jaunes et du gouvernement.

Avec la déclaration intersyndicale du 6 décembre dans laquelle, hormis Solidaire, toutes les directions syndicales ont salué une ouverture du gouvernement Macron au dialogue qui n'existait pas et condamné "la violence dans l'expression des revendications", nous avons assisté à une première historique rompant avec le caractère contradictoire d'appareils syndicaux qui n'avaient jamais osé jusque là soutenir le camps des serviteur du capital et désavouer le mouvement social.

Cette déclaration intervient après plus d'un an de connaissance du projet CAP 2022 qui annonçait officiellement détruire tous les points d'appuis que les réformistes au sens historique du terme nous présentaient jusqu'alors comme des points d'appui pour la socialisation des moyens de production. Que ce projet envisage de détruire le paritarisme et s'attaque ainsi directement les appareils syndicaux n'a pas été suffisant pour mettre les directions syndicales sur le pied de guerre.

Il faut dire que certaines, intégrées dans la Confédération Européenne des Syndicat ou visant à l'être avaient déjà accepté la nouvelle définition de "Services publics" qui incluent la possibilité de déléguer "sous contrôle" de l'Etat les missions de service public à des organismes privés.

Pour lutter contre ce projet connu depuis septembre 2017, les directions syndicales ont préféré s'en tenir à des mobilisation sans lendemain dont la dernière en date, le 9 mai, est restée sans lendemain. Elle n'ont pas jugé bon non plus de faire feu de tout bois en s'associant au mouvement des gilets jaunes et ont préféré parfois hypocritement soutenir ce mouvement en prenant soin de ne pas organiser voir permettre les convergences pratiques...

Alors que les défaites des mouvements contre les lois Travail et la réforme de la SNCF laissaient craindre une atonie du mouvement social pour des années, les directions syndicales n'ont pas jugé bon de miser sur les catégories précaires laissées pour compte jusque là des mouvement sociaux mais représentant hélas le modèle d'avenir de la classe si le gouvernement arrive à ses fins.

Les indicateurs du mouvement des gilets jaunes :

Alors qu'à des degrés divers selon ses composantes du NPA et en partie à juste titre, la politique se conçoit comme la manière de composer avec les organisations, même éloignées parfois, du mouvement ouvrier, le mouvement des gilets jaunes s'est d'emblée démarqué par l'indépendance vis à vis de ces partis politiques comme ceux de

droite et vis à vis des syndicats.

Pour autant, comme évoqué ci-dessus, la plupart de leurs revendications reprennent celles du mouvement organisé "de gauche", tout en remettant explicitement mais encore de manière inaboutie d'un point de vue communiste révolutionnaire, la question du pouvoir politique et des institutions actuelles pour l'exercer avec notamment le projet de Référendum d'Initiative Citoyenne voir d'Assemblées citoyennes fonctionnant sur le modèle du confédéralisme démocratique pour certains.

A l'heure où ces organisations sont de plus intégrées au système parlementariste bourgeois pour les organisations politiques ou à l'Etat via le mode de gouvernance du "Dialogue social" pour les syndicats, cette émergence de recherche d'alternatives aux institutions constitue un élément important quoi qu’encore minoritaire de la subjectivité des masses.

Crise des organisations au coeur des débats stratégiques des révolutionnaires et points d'appuis pour la construction du NPA comme parti communiste révolutionnaire.

Concernant la question du pouvoir politique

Alors que les revendications des gilets jaunes reprennent surtout les revendications de la gauche de la gauche voir de partis se revendiquant communistes, le faible score de la FI, du PCF et de LO engage à ne pas se formaliser sur les idées en elles mêmes mais à reconnaître qu'il s'agit d'un problème stratégique sur la crédibilité de la gauche institutionnelle et des propagandistes révolutionnaires à changer radicalement la société avec son mode de production.

Entre les révolutionnaires purement propagandistes et les réformistes à la culture parlementariste, il existe un espace pourvu que le NPA accepte d'assumer l'élaboration de propositions institutionnelles alternatives nécessaire à la démocratie sociale, économique et écologique. Le modèle proposé par le Réseau Salariat qui conçoit encore à l'heure actuel le fonctionnement des caisses de salaires et d'investissement comme fonctionnant dans le cadre capitaliste pour s'étendre petit à petit pourrait, en plus de la mise en place d'institutions complémentaires pour produire la monnaie et contrôler le commerce extérieur, permettre de favoriser le développement de l'idée qu'il est possible d'échapper à la course folle à la destruction du social et de la planète dans laquelle nous poussent les capitalistes. Bien sûr, contrairement au Réseau Salariat qui ne se prononce pas, il faudra assumer la nécessité d'un processus révolutionnaire pour les mettre en place.

Concernant les organisations syndicales :

Si les appels des syndicats ne mobilisent pas forcément, force est de constater que les milieux professionnels ne se mobilisent que peu lorsqu'elles n'appellent pas. A défaut

d'un pouvoir mobilisateurs, les directions syndicales conservent donc un pouvoir de nuisance sur les mobilisations. Aussi, leur orientation a créé de l'incompréhension voire de la colère à la base des syndicats dont de nombreux et nombreuses militant.e.s se sont notamment engagé.e.s dans le mouvement des gilets jaunes ou dans les coordinations de secteurs en lutte comme dans l'Education. En témoigne notamment le congrès de la CGT qui a malmené la direction confédérale cette année comme celui de FO qui avait aboutit à la sortie de Jean Claude Mailly l'année dernière.

Même s'il y a peut être un basculement qualitatif de la tête des appareils syndicaux du côté de l'Etat, il y a des polarisations dans les structures que les révolutionnaires se doivent d'exploiter pour favoriser un fonctionnement de la classe organisée sur une base indépendante plutôt que sur la base d'un intérêt général tiré par la tête en faveur des capitalistes.

Articuler le projet politique, la reconquête des syndicats et les prises d'initiatives immédiates pour résister et favoriser l'engagement des exploitées et des opprimées sur la voix de la révolution.

Développer l'auto-organisation :

Le mouvement des gilets jaunes a montré la capacité de nouvelles catégories de militant.e.s à s'auto-organiser et à ne pas attendre de mots d'ordre et de dates de superstructures pour agir. Les assemblées des assemblées de Commercy, de Saint Nazaire et à venir de Monceau-Les-Mines permettent de développer dans de nombreux département des réflexions et des pratiques dans lesquelles se forment de nouvelles générations de militant.e.s et des liens qui pourraient bien faire des assemblées des assemblées des embryons de double pouvoir à terme. Les miltant.e.s du NPA doivent s'y engager, en respectant les rythmes propres des primo-militant.e.s engagées dans de telles initiatives.

Sur la question de l'auto-organisation toujours, les initiatives des enseignant.e.s contre les réformes Blanquer et Parcoursup' constituent des acquis à pérenniser, au delà des actions sur les examens qui ne devraient vraisemblablement pas aboutir au recul des réformes dans l'Education.

Front unique contre la répression :

La répression que subit le mouvement des gilets jaunes mais aussi le reste du mouvement social appelle à prendre des initiatives communes entre les organisations politiques, syndicales et associatives du mouvement social. Il est nécessaire d'impulser des fronts anti-répressions ayant pour but de soutenir les personnes visées par la répression, d'établir des réseaux d'information et de suivi et communiquer de manière unitaire pour que le "pouvoir" paye un coût politique le plus élevé possible et cesse de se croire tout permis !

Combattre l'extrême droite qui tente de faire porter la responsabilité de l'échec des revendications sociales et économiques aux militant.e.s luttant contre les oppressions spécifiques et le gouvernement actuel plus dangereux encore parfois.

La répression policière et judiciaire et l'intégration syndicale ne font pas encore à l'heure actuelle des extrêmes droites le principal ennemi du mouvement social. Néanmoins, les divisions que celles-ci entretiennent dans la classe agissent comme des poisons dont nous devons diffuser les antidotes dès maintenant.

Par rapport à l'échec de la FI, les extrêmes droites se revendiquant du social se plaisent à dire que c'est parce que la FI s'occupaient davantage d'écriture inclusive que de social. Les raisons de l'échec de la FI sont évidemment ailleurs mais l'extrême droite en profite pour proposer une unité basée sur le nivellement de l'auto-organisation des opprimées alors que cette auto-organisation est une condition préalable à leur intégration dans un mouvement social basé sur leur pleine reconnaissance.

Pour empêcher le développement de l'extrême droite qui compte empêcher les mobilisations spécifiques anti-sexistes, anti-LGBTIphobies, antiracistes et anti-islamophobes sur des bases idéologiques et combattre des mesures gouvernementales qui en dernière analyse arrivent parfois aux mêmes effets sur des bases politiques opportunistes ou économiques, il faut continuer de prendre des initiatives contre les oppressions spécifiques et soutenir les existantes.

Tendance CLAIRE, le 11 juin 2019